2. LIMITES DE L'APPAREIL D'ACCUEIL

2.1. Le poids de l'appareil d'accueil

L'ancienneté de l'effort engagé dans le secteur handicaps explique les difficultés rencontrées. Depuis une trentaine d'années la situation a profondément évoluée. Les besoins sont globalement couverts en ce qui concerne les enfants et les adolescents. Quelques insuffisances sans doute pour les handicaps rares et les polyhandicapés.

Le poids des infrastructures existantes.
La baisse des besoins pour l'enfance traduite par une baisse d'environ 8 % des capacités d'accueil vise surtout les I.M.P., les I.M.PRO recrutant parfois à la sortie des S.E.S. ou gardant les jeunes au-delà de 18/20 ans, l'âge maximum d'agrément.

Par contre, les besoins en établissements d'adultes restent importants, notamment du fait du flux des sorties des I.M.PRO et du fait du réexamen de la situation des handicapés adultes placés actuellement en hospice ou en hôpital psychiatrique (environ 45.000).

D'une façon générale, le manque de places est assez alarmant en ce qui concerne les ateliers protégés, les C.A.T.

2.2. Les disparités géographiques

L'existence de "départements d'accueil" témoigne de l'inadéquation géographique de l'appareil d'accueil aux besoins = en 1978, 20 % des enfants handicapés étaient placés dans un autre département que le leur :

- 13,5 % pour les déficients mentaux
- 31 % pour les T.C.C.
- 42 % pour les handicapés graves
- 46 % pour les handicapés moteurs
- 49 % pour les déficients auditifs
- 57 % pour les déficients visuels

Cette inégale répartition explique logiquement l'importance de l'internat comme mode de placement pour les enfants (46 % des places).

Pour les adultes il est plus difficile d'apprécier les disparités géographiques du fait de la notion de domicile de secours.

2.3. Les aspects financiers de l'inertie

Du fait des structures existantes on note un fort maintien de l'internat d'une part, mais aussi il faut noter la croissance des coûts dans le temps. Depuis 1975 le coût à la place disponible donc qui ne tient pas compte des effets de la baisse des taux d'occupation a augmenté de 50 % en francs constants (et non francs courants !). La part des dépenses en personnel, salaires et charges sociales représente 75 % du prix de journée de I.M.E.